



«La Libye, c'est l'échec du renseignement»

SERVICES SECRETS SUISSES • Les hommes de l'ombre n'ont pas brillé dans l'anticipation et la gestion des crises qui ont affaibli la Suisse sur le plan international notamment. Analyse par Stéphane Koch.

PROPOS RECUEILLIS PAR
THIERRY JACOLET

HISTOIRE VIVANTE
Evasion fiscale, crise lybienne, affaire Polanski... La position suisse a été passablement affaiblie sur le plan international ces derniers mois. Mais que font les services secrets helvétiques? Eux qui ont pour rôle d'éclairer la prise de décision du gouvernement en matière de politique étrangère. Les deux organes principaux du renseignement qui vont fusionner en 2010 (voir ci-dessous), le Service de renseignement stratégique (SRS) et le Service d'analyse et de prévention (SAP), n'ont pas vraiment brillé, selon Stéphane Koch, spécialiste suisse de la communication et de l'intelligence économique.

Les services de renseignement ont-ils failli à leur mission dans la gestion des dernières crises? **Stéphane Koch:** Oui, même si on ne peut nier une responsabilité politique dans ces échecs à répétition. Ces services sont une soupape de prévention. Ils devraient être en mesure d'anticiper les problèmes, en ayant une vision analytique. Ils doivent proposer des scénarios de réponses sur le plan défensif ou offensif. Des gouvernements étrangers n'hésitent pas à déstabiliser la Suisse. Il faut être en mesure de réagir à l'identique si le besoin se fait sentir.

Ce qui n'a pas été le cas avec la Libye? Par rapport à la manière dont la crise générale a été gérée jusque-là, il semble qu'au départ une analyse stratégique et culturelle des acteurs en présence a été négligée. Le manque de coordination politique est évident. Mais on peut y ajouter un échec du renseignement, soit dans la collecte du renseignement, soit dans sa capacité à le transmettre au politique. Surtout quand on sait que le nouveau ministre des Affaires étrangères, nommé en mars, est l'ancien chef de renseignement libyen, et celui qui a négocié la libération des infirmières bulgares avec le Gouvernement français. Selon toute



La manière dont la Libye de Kadhafi a fait son retour sur la scène internationale aurait dû éveiller l'attention du renseignement suisse. KEYSTONE

vraisemblance, la Suisse n'a pas étudié à fond l'environnement culturel ni affiné une stratégie avant d'y aller. La manière dont la Libye a fait son retour sur la scène internationale aurait dû éveiller l'attention.



L'analyse stratégique a été négligée avec la Libye

STÉPHANE KOCH

Quelle autre affaire récente révèle des dysfonctionnements? Dans l'affaire Tinner (ndlr: trois ingénieurs suisses auraient collaboré dans le cadre du programme d'armement nucléaire secret de la Libye), la manière dont certaines informations confidentielles sont devenues publiques, et la communi-

cation qui s'en est suivie, ont mis en exergue des dysfonctionnements et un manque de collaboration entre les services et le politique. D'autant que les documents soi-disant détruits ont refait surface par la suite.

Et pour ce qui est de l'évasion fiscale? Certains gouvernements ont instrumentalisé la crise pour livrer une véritable guerre économique à la Suisse. Il semble que le renseignement n'ait pas su prévenir et agir pour contrer ces attaques dirigées contre les ressources économiques de notre pays. La France fanfaronne d'avoir identifié les noms de 3000 clients de trois banques suisses. On pourrait aussi mentionner que les services de renseignement allemands ont

acheté une liste de noms à un employé de la banque LGT au Liechtenstein

Mais le renseignement suisse a tout de même connu quelques réussites ces dernières années... Pas grand-chose ressort. On connaît surtout les échecs. Il y a une culture du secret qui les dessert dans ce cas. Le renseignement suisse n'aime pas les médias. Mais rester secret n'est pas synonyme de compétence.

Il y a un problème de communication, de transparence... Le problème est la transmission d'informations de services en services et des services aux politiques. Il est difficile de faire collaborer un service avec l'autre pour la transmission d'informations. On l'a observé dans l'affaire Polanski. Au sein du Département de justice et police (DJP), l'Office fédéral

chargé du droit du Registre foncier et du droit foncier savait qu'il avait un chalet à Gstaad. Une autre branche du même DJP était au courant qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Rappelons que l'affaire des fiches a créé un syndrome, une paranoïa du traitement des données. Il n'est pas légalement possible pour la police et les services de travailler sur la mise en relation d'informations en provenance de différentes bases de données. Seul l'échange d'information est possible en suivant une procédure administrative assez lourde.

Il faut plus de liant entre les départements pour que les infos circulent et soient exploitables et pour qu'il y ait une unité culturelle dans la perception du renseignement. Il y a encore peu de temps, des diplomates se sont offusqués du

L'ESPIONNAGE BANCAIRE

Les services de renseignement helvétiques doivent faire face à une forme d'espionnage qui prend de l'ampleur: l'espionnage bancaire. De nombreux gouvernements tentent d'avoir accès aux comptes de leurs ressortissants dans les banques suisses. Comme la France et la liste de 3000 noms de contribuables qu'elle détient. «Des États vont mettre tout en œuvre pour ramener de l'argent qu'ils estiment leur appartenir», souligne Stéphane Koch, spécialiste en intelligence économique.

Pour endiguer ce phénomène, les services de renseignement doivent mettre en place des programmes de sensibilisation de ces risques. Comme en France, où la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) organise des conférences pour les entreprises. «En Suisse, on devrait faire des séances d'information publiques ou pour les PME. Il faut se donner les moyens de protéger nos actifs économiques, notre crédibilité, notre savoir faire.» TJ

fait qu'on leur demandait de servir d'antenne pour collecter des informations utiles à la Suisse. Alors que ce type de collaboration est essentiel...

Les services vont fusionner. Qu'en attendez-vous?

Il y a encore trop d'amateurisme pour des services de cette importance. De l'extérieur, on constate l'existence de problèmes profonds dans ces structures. Il faut travailler sur le côté humain et enlever la structure pyramidale. Il est nécessaire que les responsables de ces structures aient des comptes à rendre sur les actions entreprises. Je remarque un problème d'hommes - il y a longtemps eu des roitelets à la tête des services -, d'informations, de culture du renseignement mis d'ailleurs en évidence par la Délégation des commissions de gestion. I

Moins de secrets avec la fusion des services en 2010



L'espionnage à l'encontre de la place bancaire suisse est en hausse. KEYSTONE

Les services secrets portent bien leur nom. En Suisse, le grand public ignore leur réelle activité, voire leur fonctionnement. Mais la culture du secret est aussi pratiquée au sein des deux entités principales qui composent les services de renseignement helvétiques: le Service de renseignement stratégique (SRS) - orienté vers la recherche de renseignement à l'étranger - et le Service d'analyse et de prévention (SAP) - dévolu à la sécurité intérieure. Le manque de collaboration entre les deux services, lié à leur cloisonnement, a bien souvent nourri les critiques.

«Il faut créer une culture du dialogue entre les services intérieur et extérieur pour que les informations circulent mieux», observe Yvan Perrin (udc), membre de la Commission de la politique de sécurité (CPS) du Conseil national. Un vœu qui pourrait être exaucé: les deux services ne feront plus qu'un à partir de janvier 2010. Dictée par des impératifs économique et d'efficacité, cette fusion reste délicate: les deux or-

ganes relèvent de départements fédéraux différents (la Défense pour le SRS et la Justice et police pour le SAP).

Yvan Perrin n'est pas encore convaincu par ce mariage de raison: «J'attends de voir la phase de rodage. Il est difficile de réunir un service civil et un service militaire aussi peu conciliables que l'huile et le feu. Mais au moins, on aurait une vue d'ensemble. Quelqu'un saurait ce qui se fait des deux côtés.» Jusqu'à présent le bras gauche des renseignements ignore ce que fait le bras droit. «Ce problème occasionnait des doublons», relève Eric Voruz (ps), également membre de la CPS du Conseil national. «Les réunir dans un même département, celui de la Défense, permettra une collaboration et une coordination plus sérieuses entre les services. C'est une bonne chose.»

Les problèmes de direction seront-ils réglés dans une structure unique? Les responsables des services ne veulent pas s'exprimer sur la question. Depuis la

fin des années 1990, les renseignements ne sont plus dirigés par un analyste stratégique. «Il faudrait mettre l'accent sur cette formation analytique qui est essentielle» estime Yvan Perrin. «Par exemple, avec la crise de l'énergie, il faut être bien renseigné, anticiper l'évolution des risques.»

Reste que pour Yvan Perrin, les services de renseignement suisses font «un travail exceptionnel avec les moyens limités dont ils disposent». Aux yeux d'Eric Voruz, «les services de renseignement sont les parents pauvres de l'armée. Il faut leur donner les moyens de leur tâche. Alors que d'autres pays sont beaucoup plus au courant de ce qui se passe chez nous que le contraire. Voyez le cas de la Libye!»

La Suisse sera l'un des seuls pays au monde à fusionner ses services. Il faut dire que depuis plusieurs années, les menaces ne sont plus d'ordre géographique. Aujourd'hui, on ne peut plus séparer sécurité intérieure et extérieure. TJ